



Le temps des Réalisations

Bulletin mensuel bilingue d'informations - N° 24 - mars 2015
Cabinet Civil de la Présidence de la République du Cameroun

Récépissé de déclaration N° 00000038 / RDDJ / J06 / BASC du 9 juillet 2012

Directeur de Publication : Martin BELINGA EBOUTOU



Sommet Extraordinaire du COPAX contre Boko Haram La riposte de l'Afrique Centrale



- Une aide d'urgence de 50 milliards de FCFA au Cameroun et au Tchad
- Un Fonds de soutien multidimensionnel en vue

Le Conseil de Paix et de Sécurité de la CEEAC déterminé à aller au front
La France assure le Cameroun de son soutien



La Première Dame Tout en or

A United Central Africa for a Powerful Africa

Martin BELINGA EBOUTOU

Director of the Civil Cabinet of the Presidency of the Republic

The ECCAS summit of the 16th of February 2015 in Yaoundé concretised Africans' desire to take control of their destiny. It is positioned as such, and we should congratulate ourselves, in the wake and extension of previous major events organised in Yaoundé: the AFRICA 21 Conference (18-19 May 2010) on the occasion of the Fiftieth Anniversary of African Independence, and the ECCAS - ECOWAS-CGG Joint Summit (24-25 June 2013) on Security in the Gulf of Guinea.

This Summit of February 16 was a historic, almost magical moment. By demonstrating its determination to rely primarily on itself in the fight against Boko Haram, Central Africa appeared determined to play its role, a leadership role, to face by itself the challenges generated by this small group of "men" deprived of humanism.

The summit of February 16 was a success by the density of interventions as well as the work done. It was a triumph due to the level of representation of member States: six Heads of State, a Prime Minister and three Ministers of Foreign Affairs.

On their arrival in Yaoundé, they were imbued with a clear understanding of the issues and a keen awareness of the reality. Boko Haram is a terrorist movement. Transcending borders, it threatens international peace and security. Africans certainly play a major leadership role in this matter. But it is neither natural nor fair to expect them to eradicate Boko Haram in a

sustainable manner, without concrete and effective participation of other States and of the international community.

The Cameroonian Head of State, His Excellency Paul BIYA, with the mixture of generosity and kindness that characterizes him, took the floor. In line with his interventions at the Elysée Summit on Boko Haram on the 17th of May 2014 and in front of the Diplomatic Corps on the 8th of January 2015 in Yaoundé, he denounced the cult. It had in fact, already caused thousands of deaths, led to the displacement of many people, an impressive influx of refugees and paralyzed life. He welcomed the referral of international bodies (AU, UN, etc.) to eradicate the scourge of terrorism. Then, with this sacrifice that makes his personality, he listened to his counterparts.

Having taken the right measure of the situation, the Heads of State laid the necessary acts because we cannot tolerate the partition of African countries in to micro-States under the false pretext of religion, at the time where large continental groups are formed elsewhere. They agreed on measures to adopt, in order to stop murders, aggravated barbaric killings and other violence perpetrated by the Islamic sect.

They produced resolutions to be archived in the annals of history as they were cut to the size of the threat.

Thus, as a single man, all countries without exception condemned terrorism.

As a single being, they defined a sub-regional strategy of support to Cameroon and to Chad, in their fight against Boko Haram, within the framework of the mechanisms provided by the Protocol establishing COPAX, accompanied by a pact of mutual assistance and non-aggression between the member States of ECCAS.

To achieve their goal of eradication of Boko Haram, they set up an aid in financial resources of 50 billion francs, in engineering, health, military equipment as well as air support. They created a multidimensional support fund in the fields of logistics, humanitarian assistance, communication and diplomatic action. Chad, the first by a large contingent, joined Cameroon, victoriously present in the front since 9 months.

And it was a victory because the member countries of ECCAS were not in the original or in the frills, but in the necessary. And it was a victory because this summit symbolized the unity of countries in the sub-region, while continuing the reaffirmation, begun in 2002 in front of the United Nations Security Council, of the role of Central Africa in the concert of Nations. And it was again a victory because the summit had just made Africa to gain military and diplomatic maturity, tolerance and openness. Yes, there cannot be a powerful and free Africa without a strong Central Africa, which can only be strong while united. Demonstration was made in Yaoundé.

Une Afrique Centrale unie pour une Afrique puissante

Martin BELINGA EBOUTOU

Directeur du Cabinet Civil de la Présidence de la République

Le sommet de la CEEAC du 16 février 2015 à Yaoundé, a concrétisé la volonté des Africains de s'approprier leur destin. Il se situa ainsi, et il faut s'en féliciter, dans la mouvance et le prolongement des grandes rencontres antérieures organisées à Yaoundé : la Conférence AFRICA 21 (18-19 mai 2010) à l'occasion du Cinquantenaire des Indépendances Africaines, et le Sommet conjoint CEEAC-CEDEAO-CGG (24-25 juin 2013), sur la Sécurité dans le Golfe de Guinée.

Ce Sommet du 16 février fut un moment historique, magique presque. En faisant preuve de sa détermination à compter d'abord sur elle-même dans la lutte contre Boko Haram, l'Afrique Centrale apparut décidée à jouer son rôle, un rôle directeur pour relever, par elle-même, les défis générés par ce groupuscule d'« hommes » dépouillés d'humanisme.

Ce sommet du 16 février fut une réussite de par la densité des interventions ainsi que des travaux. Il fut un triomphe de par le niveau de représentation des Etats membres : six Chefs d'Etat, un Premier ministre et trois ministres des Affaires étrangères.

A leur arrivée à Yaoundé, ils étaient habités par une claire perception des enjeux et une conscience très aigüe de la réalité. Boko Haram est un mouvement terroriste. Transcendant les frontières, il menace la paix et la sécurité internationales. Les africains jouent certes un rôle directeur majeur. Mais il n'est ni naturel, ni juste de s'attendre à ce qu'ils éradiquent Boko Haram de

façon durable sans la participation effective et concrète des autres Etats et de la communauté internationale.

Le Chef de l'Etat camerounais, Son Excellence Paul BIYA, avec ce mélange de générosité et de bienveillance qui le caractérise, prit la parole. Dans la lignée de ses interventions au Sommet de l'Elysée sur Boko Haram le 17 mai 2014 et devant le Corps Diplomatique le 8 janvier 2015 à Yaoundé, Il dénonça cette secte. Elle avait, en effet, déjà fait des milliers de morts, entraîné des déplacements de nombreuses personnes, un afflux impressionnant de réfugiés et paralysé la vie. Il se félicita de la saisine des instances internationales (UA, ONU, etc.) pour éradiquer le fléau du terrorisme. Puis avec cette abnégation qui fait sa personnalité, il écouta ses Homologues.

Ayant pris la juste mesure de la situation, les Chefs d'Etat posèrent les actes qu'il fallait car l'on ne saurait tolérer la partition des pays africains en micro-Etats sous le prétexte fallacieux du religieux, à l'heure où ailleurs se forment de grands ensembles continentaux. Ils convinrent des mesures qu'il eut fallu adopter, afin que cessent meurtres, tueries barbares et autres violences aggravées perpétrés par la secte islamiste.

Ils produisirent des résolutions à archiver dans les annales de l'histoire tant elles furent taillées à la dimension de la menace.

C'est ainsi que comme un seul homme, tous les pays sans exception,

condamnèrent le terrorisme. Comme un seul être, ils définirent une stratégie sous régionale de soutien au Cameroun et au Tchad dans leur lutte contre Boko Haram ce, dans le cadre des mécanismes prévus par le protocole créant le COPAX assorti d'un pacte d'assistance mutuelle et de non-agression entre les Etats membres de la CEEAC.

Pour atteindre leur objectif d'éradication de Boko Haram, ils mirent en place une aide en ressources financières de 50 milliards de francs, en génie, en santé, en équipements militaires ainsi qu'en appui aérien. Ils créèrent un fonds de soutien multidimensionnel dans le domaine de la logistique, de l'assistance humanitaire, de la communication et des actions diplomatiques. Le Tchad, le premier, par un important contingent, rejoignit le Cameroun victorieusement présent au front depuis 09 mois.

Et ce fut une victoire parce que les pays membres de la CEEAC ne firent pas dans l'original ni dans la fioriture, mais dans le nécessaire. Et ce fut une victoire parce que ce sommet symbolisa l'unité des pays de la sous-région, tout en poursuivant la réaffirmation, commencée en 2002 devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, du rôle de l'Afrique centrale dans le concert des Nations. Et ce fut encore une victoire parce que ce sommet venait de faire gagner l'Afrique en maturité diplomatique et militaire, en tolérance et en ouverture d'esprit. Oui, il ne saurait y avoir une Afrique puissante et libre sans une Afrique centrale forte, et elle ne saurait être forte qu'unie. Démonstration en a été faite à Yaoundé.

**Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de
Gouvernement du Conseil de Paix et de Sécurité de
l'Afrique Centrale (COPAX)
consacré à la lutte contre Boko Haram**

Discours du Chef de l'Etat, S.E. Paul BIYA



Madame, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Messieurs les Chefs de délégations,
Monsieur le Représentant du Secrétaire Général de l'ONU,
Monsieur le Représentant de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine,
Monsieur le Secrétaire Général de la CEEAC,
Monsieur le Président du Sénat,
Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Monsieur le Premier Ministre
Monsieur le Premier Président de la Cour Suprême,

Monsieur le Procureur Général près la Cour Suprême
Mesdames, Messieurs les Membres du Corps diplomatique,
Mesdames, Messieurs les Membres du Parlement,
Excellences, Mesdames, Messieurs,

Au nom du peuple camerounais, je vous souhaite une chaleureuse bienvenue et un agréable séjour à Yaoundé. Je voudrais très sincèrement vous remercier de votre présence à ce sommet.

Comme vous l'avez voulu, il est consacré à l'agression dont certains de nos pays sont l'objet de la part de la secte terroriste Boko Haram. Votre présence est le témoignage de la solidarité collective de notre Organisation. Elle traduit aussi et surtout notre volonté de concrétiser les différentes décisions que nous avons déjà prises contre Boko Haram. Ce mouvement, vous le savez, rejette les valeurs de la vie humaine. Il emploie les méthodes d'un terrorisme aveugle et impitoyable.

Ses exactions ont déjà fait des milliers de victimes et causé des destructions et des pertes en vies humaines considérables au Nigeria et dans les pays voisins.

Actuellement, le Tchad, le Niger et le Cameroun, et bien entendu le Nigeria, sont, si je puis dire, en première ligne. Leurs forces armées font vaillamment front... Ai-je besoin de le rappeler : leur combat est aussi celui de l'ensemble de notre Organisation.

C'est le lieu pour moi de rendre un hommage fraternel au Président Idriss DEBY. Avec l'appui du peuple frère tchadien, il a pris la décision courageuse, en signe de solidarité, de nous envoyer, en renfort, un important contingent de soldats tchadiens. Leur bravoure est bien connue, elle s'est illustrée au cours des derniers combats.

Le Cameroun se félicite par ailleurs de la décision prise fin janvier 2015 par l'Union Africaine.

Comme vous le savez, son Conseil de Paix et de Sécurité, réuni au niveau des Chefs d'Etat et de Gouvernement, a autorisé le déploiement d'une Force Multinationale Mixte de 7500 hommes. Il a également décidé de la convocation, à Yaoundé, d'une réunion d'experts pour en préciser le concept opérationnel. Celle-ci s'est tenue du 05 au 07 février 2015. Elle a donné lieu à une analyse approfondie de la situation et à l'élaboration du mandat de la Force Multinationale Mixte.

La décision de l'Union Africaine ouvre également la voie à une saisine du Conseil de Sécurité en vue de l'adoption d'une résolution.

Qu'il me soit permis de repréciser qu'il ne s'agit aucunement d'une « croisade » contre l'Islam ou d'un épisode d'une quelconque « guerre des civilisations ».

La réalité est simple. Il y a d'un côté, le nôtre, les tenants d'une société

moderne et tolérante, garantissant l'exercice des droits de l'homme, dont ceux de religion, ainsi que la démocratie représentative. De l'autre côté, c'est-à-dire du côté de Boko Haram et des mouvements qui lui ressemblent, il y a les partisans d'une société obscurantiste et tyrannique, sans considération aucune de la dignité humaine.

Vous en conviendrez avec moi, il y a une totale incompatibilité entre ces deux modèles de société. Et partant une totale impossibilité de compromis.

Il nous faut donc mettre un terme aux actions et agissements des mouvements terroristes. Il nous faut éradiquer Boko Haram. De la sorte, nous pourrions rassurer nos populations et mieux nous consacrer au seul combat qui vaille : la lutte contre la pauvreté et pour la dignité de l'homme africain.

Je vous remercie.

Speech by the Head of State, H.E. Paul BIYA

Heads of State and Government,
Heads of Delegation,
The Representative of the UN Secretary-General,
The Representative of the Chairperson of the African Union Commission,
The Secretary-General of ECCAS,
The President of the Senate,
The President of the National Assembly,
The Prime Minister,
The First President of the Supreme Court,
The Procureur General of the Supreme Court,
Members of the Diplomatic Corps,

Members of Parliament,
Ladies and Gentlemen,

On behalf of the Cameroonian people, I wish you a warm welcome and pleasant stay in Yaoundé. I would like to heartily thank you for attending this summit.

Just as you desired, this summit is devoted to attacks on some of our countries by the Boko Haram terrorist sect. Your presence here testifies to the solidarity within our Organization. Above all, it also reflects our determination to implement the various decisions we have already taken

against Boko Haram, a movement which, as you are aware, rebuffs the values of human life. It uses methods of blind and ruthless terrorism.

Its atrocities have already claimed thousands of lives – Muslims for the most part – and caused extensive property damage in Nigeria and in neighbouring countries.

Chad, Niger and Cameroon, and of course Nigeria, are currently at the front line, so to say. Their armed forces are bravely waging battle... Needless to point out that their battle is also the battle of our entire Organization.

I would like to pay fraternal tribute to President Idriss DEBY. With the support of the Chadian people and as a sign of solidarity, he took the courageous decision to send a large contingent of Chadian soldiers to reinforce our troops. Their bravery is well known and has been demonstrated in the latest battles.

Furthermore, Cameroon commends the decision taken by the African Union at end-January 2015.

As you know, the African Union's Council for Peace and Security in Central Africa, at its meeting of Heads of State and Government, authorized the deployment of a 7 500-man strong Mixed Multinational Force. It also decided to convene an experts' meeting in Yaounde from 5 to 7 February 2015 to specify the

operational concept of this force. The meeting conducted an in-depth situation analysis and prepared the mandate of the Mixed Multinational Force.

The African Union's decision also paves the way for referral to the Security Council with a view to adopting a resolution.

Permit me to point out, once again, that this is in no way whatsoever, a "crusade" against Islam or an episode in some kind of "clash of civilizations".

The reality is simple. On one side, there are our forces, defenders of a modern and tolerant society which guarantees the exercise of human rights, including that of religion, as well as representative democracy. On the other side, namely Boko Haram and

similar movements, there are partisans of an obscurantist and tyrannical society which has no consideration for human dignity.

You would agree with me that these two models of society are absolutely incompatible and, hence, compromise is absolutely impossible.

Therefore, we need to put an end to the actions and activities of terrorist movements. We need to eradicate Boko Haram. By so doing, we would be able to reassure our populations and better focus on the only worthwhile struggle: the struggle against poverty and for the dignity of Africans.

Thank you.



Paul BIYA reiterates his call for the eradication of the Boko Haram terrorist group.

Discours du Président Idriss DEBY ITNO, Président en exercice de la CEEAC



Excellence Monsieur le Président de la République du Cameroun, Hôte de cette Réunion ;
Excellences Madame et Messieurs les Chefs d'Etat des pays membres du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX);
Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la République du Cameroun ;
Mesdames et Messieurs les Ministres et Chefs de Délégations ;
Monsieur le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté

Urbaine de Yaoundé ;
Madame la Présidente de la Commission de l'Union Africaine ;
Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des Organisations Internationales ;
Chers Invités ; Mesdames et Messieurs ;

Avant tout propos, je vous invite à bien vouloir vous lever pour observer une minute de silence, de méditation ou de prière pour les vail-

lants soldats camerounais et tchadiens récemment tombés sur le champs d'honneur dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram

Je vous remercie.

Permettez-moi ensuite de remercier au nom de l'ensemble de la Communauté mon frère, le Président PAUL BIYA et son gouvernement pour avoir bien voulu organiser cette réunion dans des

délais aussi courts, malgré la conjoncture difficile que l'on sait. Nous lui sommes également reconnaissants pour l'accueil et toutes les attentions accordées aux différentes délégations présentes à ces assises.

Les assises qui s'ouvrent aujourd'hui ici à Yaoundé portent sur la lutte contre Boko Haram. Comme tout le monde le sait, depuis essentiellement l'année 2013, le groupe terroriste nigérian Boko Haram a étendu ses actions sur le Cameroun, menaçant de ce fait la stabilité de l'ensemble de la Communauté.

Ces actions se traduisent par les prises d'otages, les tueries aveugles et sauvages des civils innocents, le sabotage et la destruction des infrastructures, le pillage des biens, etc. Le paradoxe de ces attaques est que ce sont les populations de confession musulmane pour lesquelles cette nébuleuse prétend combattre qui en payent le plus lourd tribut.

C'est pour faire face à cette menace et en guise de solidarité avec la République Sœur du Cameroun que mon pays a pris ses responsabilités en envoyant un important

contingent militaire dans l'Extrême Nord de ce pays.

Après les initiatives internationales et régionales prises par la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union Africaine, il était temps pour notre Communauté d'apporter aussi sa contribution dans cette lutte.

Votre forte présence me convainc de l'engagement de la CEEAC à jouer son rôle en se référant aux dispositions du Protocole du COPAX et du Pacte d'Assistance Mutuelle entre nos Etats membres.

Excellences ;
Mesdames et Messieurs ;

La guerre que nous impose Boko Haram aujourd'hui est une formidable opportunité de raffermir nos liens de solidarité et d'intégration face aux menaces sécuritaires. Nous pouvons nous rendre à l'évidence qu'il est difficile pour nos Etats de faire face à ces menaces isolément.

Je puis vous dire solennellement que mon pays le Tchad est résolument inscrit dans cette

logique panafricaniste. Notre intervention au Mali et dans d'autres théâtres d'opération en est l'illustration.

Nous exhortons particulièrement nos Etats membres qui ne sont pas encore touchés par le terrorisme à porter une grande attention à cette question et à manifester leur solidarité agissante envers les pays touchés par les actions de Boko Haram.

Nous invitons également la Communauté internationale à apporter tout son soutien matériel, diplomatique, financier, logistique et humanitaire aux efforts de la CEEAC et de ses Etats pour combattre Boko Haram. Mon souhait est que nos travaux puissent déboucher sur les actions immédiates et concrètes à entreprendre dans la lutte contre Boko Haram.

Boko Haram doit savoir que, comme le disait le stratège chinois Sun Tzu, « La guerre est semblable au feu, lorsqu'elle se prolonge elle met en péril ceux qui l'ont provoquée. »

Je vous remercie.

Les documents du sommet

ECONOMIC COMMUNITY OF CENTRAL AFRICAN STATES

(E.C.C.A.S.)

COMUNIDAD ECONOMICA DE LOS ESTADOS DEL AFRICA CENTRAL

(C.E.E.A.C.)

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

(C.E.E.A.C.)

COMUNIDADE ECONOMICA DOS ESTADOS DA AFRICA CENTRAL

(C.E.E.A.C.)



DECLARATION DE YAOUNDE

DES ETATS MEMBRES DU CONSEIL DE PAIX ET DE SECURITE DE L'AFRIQUE CENTRALE SUR LA LUTTE CONTRE LE GROUPE TERRORISTE BOKO HARAM

Nous, Chefs d'Etat des Etats membres du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX), réunis à Yaoundé, République du Cameroun, à l'occasion de la Session Extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat du COPAX consacrée à la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram,

1. **Considérant** le Traité instituant la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale signé à Libreville (République Gabonaise) le 18 octobre 1983,
2. **Nous référant** aux dispositions pertinentes du Protocole relatif au COPAX et du Pacte d'Assistance Mutuelle des Etats membres de la CEEAC signés à Malabo le 24 février 2000,
3. **Préoccupés** par les attaques répétées et croissantes du groupe terroriste Boko Haram contre la République du Cameroun et la République du Tchad,
4. **Tenant compte** des conséquences sécuritaires, économiques, sociales et humanitaires négatives que les actions de ce groupe terroriste font peser sur la République du Cameroun et la République du Tchad,
5. **Tenant compte** également du fait que les pays concernés sont contraints d'affecter des ressources importantes initialement destinées à leur développement économique et social à la lutte contre ce groupe terroriste,
6. **Considérant** le risque de déstabilisation de l'ensemble de la sous-région de l'Afrique Centrale par le groupe terroriste Boko Haram,
7. **Conscients** de la nécessité de débarrasser l'Afrique du fléau du terrorisme et de l'extrémisme violent, qu'aucune circonstance ne saurait justifier,

8. **Notant** que le terrorisme ne peut ni ne doit être associé à une religion, ni à une nationalité, une civilisation ou un groupe particulier,
9. **Nous référant** aux différentes Résolutions des Nations Unies sur le terrorisme et l'extrémisme violent, notamment la Résolution 2178 du 24 septembre 2014, adoptée lors de la réunion du Conseil de Sécurité des Nations Unies consacrée aux menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme,
10. **Nous référant** aux Résolutions 2195 du 19 décembre 2014 et 2199 du 12 février 2015 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, consacrées respectivement au terrorisme et criminalité transnationale organisée et à la condamnation de toute forme de financement du terrorisme,
11. **Nous référant** au Communiqué de la 455^{ème} réunion du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine au niveau des Chefs d'Etat et de Gouvernement sur le phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent en Afrique, tenue le 02 septembre 2014 à Nairobi,
12. **Nous référant** également à la Déclaration des Ministres des Affaires Etrangères du Comité Consultatif Permanent des Nations Unies sur les Questions de Sécurité en Afrique centrale, à l'occasion de leur 39^{ème} session du 05 décembre 2014 à Bujumbura, en soutien au Cameroun et au Tchad contre le groupe terroriste Boko Haram,
13. **Prenant en compte** les Conclusions de la Réunion des Ministres des Affaires Etrangères et de la Défense des Etats membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et du Bénin du 20 janvier 2015 à Niamey,
14. **Considérant** le Communiqué de la 484^{ème} Réunion du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine du 29 janvier 2015 à Addis-Abeba sur le groupe terroriste Boko Haram,
15. **Nous appuyant** sur les conclusions de la Concertation des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC sur le groupe terroriste Boko Haram, tenue le 31 janvier 2015 à Addis-Abeba, en marge de la 24^{ème} Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine,
16. **Condamnons** avec la plus grande fermeté les actions terroristes de Boko Haram au Nigeria, au Cameroun, au Tchad et au Niger,
17. **Condamnons** également les financements et toute autre forme de soutien au groupe terroriste Boko Haram,

AAO 2

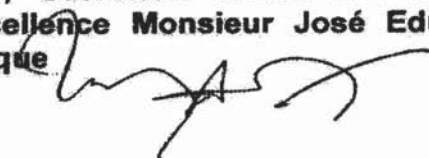
18. **Condamnons** en outre les prétentions injustifiables de ce groupe terroriste de créer un « *califat islamique* » dans la zone du Lac Tchad, tendant de ce fait à remettre en cause les frontières nationales dans la zone,
19. **Soutenons** toutes les initiatives prises par la Commission du Bassin du Lac Tchad, l'Union Africaine et la Communauté Internationale dans la recherche des solutions à ce problème, notamment la mise en place de la Force Multinationale Mixte (FMM),
20. **Nous engageons** à coopérer pleinement et à tous les niveaux avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en vue d'une coordination des actions de lutte contre le groupe terroriste Boko Haram,
21. **Encourageons** particulièrement la République Fédérale du Nigéria à accroître les synergies avec les autres pays du Bassin du Lac Tchad dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram,
22. **Félicitons** la République du Cameroun et la République du Tchad dans leur coopération exemplaire en vue d'éradiquer le groupe terroriste Boko Haram,
23. **Nous engageons** à apporter dans l'immédiat un soutien actif et multiforme au Cameroun, au Tchad et à tout autre Etat membre de la Communauté qui serait affecté par les actions du groupe terroriste Boko Haram, notamment l'assistance militaire, financière, logistique et humanitaire,
24. **Exhortons** la Communauté internationale à maintenir et à accroître son soutien multiforme à la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram,
25. **Lançons** un appel aux Nations Unies et à tous les acteurs impliqués dans la résolution de la crise centrafricaine, pour l'accélération du processus politique et de reconstruction nationale en vue de permettre à la République Centrafricaine de disposer de forces de défense et de sécurité pour Contrôler l'intégralité de son territoire, notamment le triangle Cameroun-RCA-Tchad, et de lui éviter de servir de zone de repli ou de ravitaillement du groupe terroriste Boko Haram,
26. **Demandons** aux Nations Unies de procéder à l'évaluation de la menace terroriste dans ledit triangle et de prendre les dispositions appropriées pour sa sécurisation par la MINUSCA et
27. **Chargeons** le Secrétaire Général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale :

MA ³

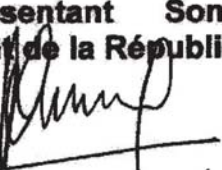
- a) **de développer**, d'ici fin mars 2015, en collaboration avec les Etats concernés, un programme d'actions politico-diplomatiques, de soutien logistique, de communication et d'action humanitaire à soumettre aux Etats membres de la CEEAC,
- b) **de mettre en place**, à cet effet, au sein du Secrétariat Général, un **fonds spécial** en vue de mener des activités dans les Etats membres concernés,
- c) **d'optimiser** les synergies avec les partenaires institutionnels existants et d'entreprendre sans délai l'identification des opportunités de partenariat avec les acteurs internationaux et locaux qui pourront venir appuyer, sur le plan technique et financier, l'action des Etats membres de la CEEAC,
- d) **de maintenir** le lien avec l'Union Africaine afin de s'assurer de son appui multiforme et de la pleine cohérence avec la Force Multinationale Mixte (FMM),
- e) **d'assurer** le suivi de la mise en œuvre de la présente Déclaration et de nous faire périodiquement un rapport sur l'évolution de la situation sécuritaire dans le Bassin du Lac Tchad, ainsi que de toutes les mesures prises en vue de mettre en œuvre la présente Déclaration.

Fait à Yaoundé, le 16 Février 2015

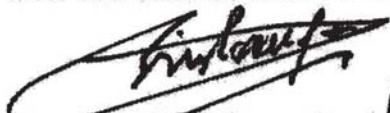
Pour la République d'Angola, Son Excellence Monsieur Manuel DOMINGOS AUGUSTO, Secrétaire d'Etat aux Relations Extérieures, Représentant Son Excellence Monsieur José Eduardo DOS SANTOS, Président de la République



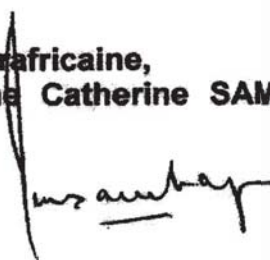
Pour la République du Burundi, Son Excellence Monsieur Laurent KAVAKURE, Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale, Représentant Son Excellence Monsieur Pierre NKURUNZIZA, Président de la République



Pour la République du Cameroun, Son Excellence Monsieur Paul BIYA, Président de la République



Pour la République Centrafricaine, Son Excellence Madame Catherine SAMBA-PANZA, Chef de l'Etat de Transition



Pour la République du Congo,
Son Excellence Monsieur Denis SASSOU-N'GUESSO, Président de la
République

Pour la République Démocratique du Congo, Son Excellence Monsieur
Raymond TSHIBANDA N'TUNGAMULONGO, Ministre des Affaires
Etrangères et de la Coopération Internationale, Représentant Son
Excellence Monsieur Joseph KABILA KABANGE, Président de la
République

Pour la République Gabonaise,
Son Excellence Monsieur ALI BONGO ONDIMBA, Président de la
République

Pour la République de Guinée Equatoriale,
Son Excellence Monsieur Teodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO,
Président de la République

Pour la République Démocratique de Sao Tomé et Principe, Son
Excellence Monsieur Patrice Emery TROVOADA, Premier Ministre, Chef
du Gouvernement, Représentant Son Excellence Monsieur Manuel PINTO
DA COSTA, Président de la République

Pour la République du Tchad,
Son Excellence Monsieur IDRIS DEBY ITNO, Président de la République

ECONOMIC COMMUNITY OF CENTRAL AFRICAN STATES

(E.C.C.A.S.)

COMUNIDAD ECONOMICA DE LOS ESTADOS DEL AFRICA CENTRAL

(C.E.E.A.C.)

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

(C.E.E.A.C.)

COMUNIDADE ECONOMICA DOS ESTADOS DA AFRICA CENTRAL

(C.E.E.A.C.)



DECLARATION OF YAOUNDE

BY MEMBER STATES OF THE COUNCIL FOR PEACE AND SECURITY OF CENTRAL AFRICA (COPAX) ON THE FIGHT AGAINST THE TERRORIST GROUP BOKO HARAM

We, Heads of State of the Member States of the Council for Peace and Security of Central Africa (COPAX), meeting in Yaounde, Republic of Cameroon, on the occasion of the Extraordinary Conference of Heads of State of COPAX, devoted to the fight against Boko Haram;

1. **Considering** the Treaty establishing the Economic Community of Central African States, signed in Libreville (Republic of Gabon) on 18 October 1983;
2. **Referring** to the relevant provisions of the COPAX Protocol and the Mutual Assistance Pact between ECCAS Member States, signed in Malabo on 24 February 2000;
3. **Concerned** by the repeated and growing attacks of the terrorist group Boko Haram against the Republic of Cameroon, and the Republic of Chad;
4. **Taking into consideration** the negative security, economic, social and humanitarian consequences the actions of this terrorist group have on the Republic of Cameroon and the Republic of Chad;
5. **Taking into consideration** also the fact that the countries concerned are compelled to divert substantial resources that were previously earmarked for their economic and social development to the fight against this terrorist group;
6. **Considering** the risk posed by this terrorist group Boko Haram to destabilize the entire Central African Sub-region;
7. **Aware** of the need to rid Africa of the scourge of terrorism and violent extremism that cannot be justified under any circumstance;

8. **Noting** that terrorism cannot, and should not, be associated with any specific religion, nationality, civilization or group;
9. **Referring to** the various United Nations Resolutions on terrorism and violent extremism, notably Resolution 2178 of 24 September 2014, adopted at the meeting of the United Nations Security Council devoted to threats against international peace and security caused by acts of terrorism;
10. **Referring to** Resolutions 2195 of 19 December 2014 and 2199 of 12 February 2015 of the United Nations Security Council, devoted respectively to terrorism and organized trans-border crime, as well as to the condemnation of any form of financing of terrorism;
11. **Referring to** the Communiqué of the 455th Meeting of the Peace and Security Council of the African Union at the level of Heads of State and Government on the phenomenon of terrorism and violent extremism in Africa, held on 2 September 2014 in Nairobi;
12. **Referring equally to** the Declaration of Ministers of Foreign Affairs of the United Nations Standing Advisory Committee on Security Matters in Central Africa, during their 39th Session held on 5 December 2014 in Bujumbura, in support of Cameroon and Chad in the fight against the terrorist group Boko Haram;
13. **Taking into to consideration** the Conclusions of the Meeting of Foreign Affairs and Defence Ministers of Member States of the Lack Chad Basin Commission (LCBC) and of Benin of 20 January 2015 in Niamey;
14. **Considering** the Communiqué of the 484th Meeting of the African Union Peace and Security Council of 29th January 2015 in Addis Ababa on the terrorist group Boko Haram;
15. **Building on** the Conclusions of the Consultation of Heads of State and Government of ECCAS on the terrorist group Boko Haram, held on 31 January 2015, on the sidelines of the 24th Ordinary Session of the Conference of Heads of State and Government of the African Union:
16. **Strongly condemn** the terrorist actions of Boko Haram in Nigeria, Cameroon, Chad and Niger;
17. **Equally condemn** the financing and any form of support to the terrorist group Boko Haram;

18. **Equally condemn** the unjustifiable ambitions of this terrorist group to establish an “Islamic Caliphate” in the Lake Chad area, thereby tending to challenge national boundaries in the area;
19. **Support** all initiatives taken by the Lake Chad Basin Commission, the African Union and the International Community in seeking solutions to this problem, in particular, the establishment of the Multinational Joint Force (MJF);
20. **Undertake to** fully cooperate and at all levels with the Economic Community of West African States (ECOWAS) in view of coordinating actions against the terrorist group Boko Haram;
21. **Encourage** in particular the Federal Republic of Nigeria to increase the synergies with the other countries of the Lake Chad Basin in the fight against the terrorist group Boko Haram;
22. **Congratulate** the Republic of Cameroon and the Republic of Chad on their exemplary cooperation to wipe out the terrorist group Boko Haram;
23. **Undertake to** provide as soon as possible an active and multifaceted support to Cameroon, Chad and any other Member State of the Community that will be affected by the actions of this terrorist group Boko Haram, in particular military, financial, logistic and humanitarian assistance;
24. **Urge** the International Community to maintain and increase its multifaceted support for the fight against the terrorist group Boko Haram;
25. **Appeal** to the United Nations and all the stakeholders involved in the resolution of the crisis in Central Africa, to speed up the political and national reconstruction process so as to enable the Central African Republic to have defence and security forces to fully control its entire territory and prevent the country from being used as a fall-back and resupply area for the terrorist group Boko Haram;
26. **Mandate** the Secretary-General of the Economic Community of Central African States (ECCAS) to:
 - a) **develop**, by the end of March 2015, in collaboration with the States concerned, a plan for political-diplomatic actions, logistical support, communication and humanitarian actions, to be submitted to the Member States of ECCAS;

- b) **set up**, in this regard, within the Secretariat General, a **Special Fund** in view of carrying out activities in the Member States concerned;
- c) **maximise** synergies with existing institutional partners and immediately start identifying partnership opportunities with international and local stakeholders that may come to support, technically and financially, the actions of ECCAS Member States;
- d) **sustain** the link with the African Union in order to guarantee its multifaceted support and ensure that it is in line with the MJF;
- e) **ensure**, the follow-up of the implementation of this Declaration and submit to us on a constant basis a Report on the evolution of the security situation in the Lake Chad Basin, as well as on all the measures undertaken in order to implement this Declaration.

Done at Yaounde, 16 February 2015



The determination and commitment of the Central African leaders during their discussions yielded tangible fruits.

ECONOMIC COMMUNITY OF CENTRAL AFRICAN STATES

(E.C.C.A.S.)

COMUNIDAD ECONOMICA DE LOS ESTADOS DEL AFRICA CENTRAL

(C.E.E.A.C.)

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

(C.E.E.A.C.)

COMUNIDADE ECONOMICA DOS ESTADOS DA AFRICA CENTRAL

(C.E.E.A.C.)



Secretariat General

FINAL COMMUNIQUE

EXTRAORDINARY SESSION OF THE CONFERENCE OF HEADS OF STATE OF THE COUNCIL FOR PEACE AND SECURITY OF CENTRAL AFRICA, ON THE FIGHT AGAINST THE TERRORIST GROUP BOKO HARAM

(Yaounde, 16 February 2015)

1. At the invitation of His Excellency IDRIS DEBY ITNO, President of the Republic of Chad, current Chairperson of the Conference of Heads of State and Government of the Economic Community of Central African States (ECCAS) and current President of the Conference of Heads of State of the Council for Peace and Security of Central Africa (COPAX), an Extraordinary Session of the Conference of Heads of State of COPAX was held in Yaounde, Republic of Cameroon, on 16 February 2015, in view of adopting a Sub-regional strategy to fight against the terrorist group Boko Haram in Central Africa.
2. This Extraordinary Session followed on the heels of the Discussion of Heads of State and Government of ECCAS, that held in Addis Ababa, on 31 January 2015, on the sidelines of the 24th Ordinary Session of the Government of the African Union.
3. The following Heads of State and Senior Officials of International Organizations took part in the deliberations:
 - **His Excellency IDRIS DEBY ITNO**, President of the Republic of Chad, current Chairperson of the Conference of Heads of State and Government of ECCAS and current President of the Conference of Heads of States of COPAX ;
 - **His Excellency Paul BIYA**, President of the Republic of Cameroon;
 - **His Excellency Teodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO**, President of the Republic of Equatorial Guinea;
 - **His Excellency Denis SASSOU-N'GUESSO**, President of the Republic of Congo;
 - **His Excellency ALI BONGO ONDIMBA**, President of the Republic of Gabon;
 - **Her Excellency Catherine SAMBA-PANZA**, Head of State of the Transition of the Central African Republic;

- **His Excellency Patrice Emery TROVOADA**, Prime Minister, Head of Government, Representative of His Excellency **Manuel Pinto DA COSTA**, President of the Democratic Republic of Sao Tome and Principe;
 - **His Excellency Raymond TSHIBANDA**, Minister of Foreign Affairs and International Cooperation, Representative of His Excellency **Joseph KABILA KABANGE**, President of the Democratic Republic of Congo;
 - **His Excellency Laurent KAVAKURE**, Minister of Foreign Affairs and International Cooperation, Representative of **His Excellency Pierre NKURUNZIZA**, President of the Republic of Burundi;
 - **His Excellency Emmanuel DOMINGO Agost**, Secretary of State in the Ministry of External Relations, Representative of **His Excellency José Eduardo DOS SANTOS**, President of the Republic of Angola;
 - Ambassador **Ahmad ALLAM-MI**, Secretary-General of ECCAS;
 - Mr. **Abdoulaye BATHILY**, Special Representative and Head of the United Nations Regional Office for Central Africa (UNOCA), Representative of Mr. **Ban KI-MOON**, Secretary-General of the United Nations;
 - **General Jean-Marie Michel MOKOKO**, Special Representative and Head of the African Union Mission in the Central African Republic and Central Africa (MISAC), Representative Madam **Nkosazana DLAMINI-ZUMA**, Chairperson of the African Union Commission;
4. The official opening Ceremony of this Extraordinary Session, that took place at the Yaounde Conference Centre, was punctuated by the welcome address of the Government Delegate to the Yaounde City Council, the speech of the event by the Secretary-General of ECCAS, the speech by the President of the Republic of Cameroon, and the opening speech by the President of the Republic of Chad, current Chairperson of the Conference of Heads of State and Government of ECCAS.
 5. The various speakers unanimously noted the seriousness of the threat posed by the terrorist group Boko Haram on the stability of Cameroon and Chad, and on that of the entire Central African Sub-region.
 6. They strongly condemned the repeated and unjustifiable attacks of the terrorist group Boko Haram against Cameroon and Chad, as well as abuses perpetrated against civilian populations. They deplored the many losses in human lives, gang looting, destruction of property as well as the degradation of the humanitarian situation.
 7. After the opening ceremony, the Heads of States and delegations of ECCAS Member States met under closed doors to develop a Sub-regional strategy to support Cameroon and Chad in combating the terrorist group Boko Haram.
 8. During the closed door Meeting; the Heads of States and Heads of Delegations were edified by the presentations of their Excellencies Paul BIYA and IDRIS DEBI ITNO on the Boko Haram threat and the resources made available to combat this terrorist group.

9. The two speakers underscored the seriousness of the situation given that the terrorist group is expanding both at the level of troops and at the level of the quality of military equipment. They highlighted the serious socio-cultural, economic and humanitarian consequences of the aggression of the terrorist group Boko Haram.
10. The two Heads of State declared that their States are at war and have mobilized more than six thousand men each to combat the terrorist group Boko Haram. They concluded their presentations by requesting their counterparts to mobilize and assist them to wipe out the terrorist group Boko Haram which; if it is not neutralized; could destabilize the entire sub-region.
11. After the presentations of the two Heads of State, the Chairperson of the Council of Ministers of COPAX, the Minister of Foreign Affairs and African Integration of the Republic of Chad, His Excellency Moussa FAKI MAHAMAT, presented the Report of the Extraordinary Session of the Council that was held on 14 February 2015.
12. The Heads of States and Heads of Delegations took note of the different actions undertaken and they proceeded to analyse deeply the issue.
13. From the analysis; it was clear that the terrorist group Boko Haram is not only a threat to Cameroon and Chad, but also to the entire Central African Sub-region.
14. In order to combat the terrorist group Boko Haram, the Heads of State of COPAX agreed to pool their efforts to provide a joint and coordinated response.
15. The Heads of State reaffirmed their strong determination to support Cameroon and Chad, under the mechanisms provided for by the Protocol relating to COPAX and the Mutual Assistance Pact between ECCAS Member States, by providing an emergency aid in financial resources, troops; human support, engineering, health, various military equipment and air support.
16. The Heads of State and Government also decided to set up a Multidimensional Support Fund in the area of logistics, humanitarian assistance, communication and political-diplomatic actions. They instructed the Secretary General of ECCAS to draw up, as soon as possible, a plan of action for the various domains to be submitted to COPAX bodies for its adoption and implementation.
17. The Heads of State also decided to strengthen the surveillance of their respective territories and carry out awareness and communication campaigns among their populations in a bid to reduce the risks of infiltration by Boko Haram members into the borders of their sub-region and cut off their resupply networks.
18. Just like for the inter-regional strategy to combat maritime piracy in the Gulf of Guinea, the Heads of State and Government expressed their willingness to develop active cooperation with the Economic Community of West African States (ECOWAS), in order to wipe out the terrorist group Boko Haram.
19. In this regard, the Heads of State mandated the current Chairperson of ECCAS to get closer to his ECOWAS counterpart in order to explore the possibilities of holding a bipartisan extraordinary session between both organizations in view of adopting a joint strategy to fight against Boko Haram.

20. Convinced of the crucial role that should be played by the Federal Republic of Nigeria in the fight against Boko Haram, the Heads of State decided to carry out political-diplomatic actions geared towards this country, in a bid to foster cooperation between this country and the two States members of ECCAS with whom they have share borders.
21. The Heads of State also adopted the Yaounde Declaration of 16 February 2015 on the fight against the terrorist group Boko Haram. This Declaration states, unequivocally, their commitment to fight against the terrorist group Boko Haram in the Central African Sub-region.
22. The Heads of State expressed gratitude to the African Union for authorizing the deployment of the Multinational Joint Force (MJF) and requested it to speed up its authorization process by the United Nations Security Council.
23. The Heads of State congratulated the Secretariat-General of ECCAS for all the initiatives taken in view of mobilizing the Community to address this security challenge posed by the terrorist group Boko Haram in the sub-region.
24. Finally, the Heads of State expressed their sincere gratitude to His Excellency **Paul BIYA**, President of the Republic of Cameroon, his Government and to the entire Cameroonian population, for the welcome, hospitality and all the attention given to them during their stay in Yaounde./-

Done in Yaoundé, on 16 February 2015



Working towards the common goal, victory in the fight against terrorism.



Secretariat General



COMMUNIQUE FINAL

SESSION EXTRAORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT DU
CONSEIL DE PAIX ET DE SECURITE DE L'AFRIQUE CENTRALE,
CONSACREE A LA LUTTE CONTRE LE GROUPE TERRORISTE BOKO HARAM

(Yaoundé, 16 février 2015)

1. Sur invitation de Son Excellence Monsieur IDRIS DEBY ITNO, Président de la République du Tchad, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) et Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX), il s'est tenu à Yaoundé, République du Cameroun, le 16 février 2015, une session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat du COPAX, à l'effet d'adopter une stratégie sous-régionale de lutte contre le groupe terroriste Boko Haram.
2. Cette session extraordinaire a fait suite à la Concertation des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC qui s'est tenue à Addis-Abeba, le 31 janvier 2015, en marge de la 24^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine.
3. Les Chefs d'Etat et les Hauts Responsables des organisations internationales ci-après ont pris part aux travaux :
 - **Son Excellence Monsieur IDRIS DEBY ITNO**, Président de la République du Tchad, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC et Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat du COPAX ;
 - **Son Excellence Monsieur Paul BIYA**, Président de la République du Cameroun ;
 - **Son Excellence Monsieur Teodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO**, Président de la République de Guinée Equatoriale ;
 - **Son Excellence Monsieur Denis SASSOU-N'GUESSO**, Président de la République du Congo ;
 - **Son Excellence Monsieur Ali BONGO ONDIMBA**, Président de la République Gabonaise ;

ALL 1

- **Son Excellence Madame Catherine SAMBA-PANZA**, Chef d'Etat de la Transition de la République Centrafricaine ;
 - **Son Excellence Monsieur Patrice Emery TROVOADA**, Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Représentant **Son Excellence Monsieur Manuel Pinto DA COSTA**, Président de la République Démocratique de Sao Tomé et Principe ;
 - **Son Excellence Monsieur Raymond TSHIBANDA N'TUNGAMULONGO**, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, Représentant **Son Excellence Monsieur Joseph KABILA KABANGE**, Président de la République Démocratique du Congo ;
 - **Son Excellence Monsieur Laurent KAVAKURE**, Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale, Représentant **Son Excellence Monsieur Pierre NKURUNZIZA**, Président de la République du Burundi ;
 - **Son Excellence Monsieur Manuel DOMINGOS AUGUSTO**, Secrétaire d'Etat aux Relations Extérieures, Représentant **Son Excellence Monsieur José Eduardo DOS SANTOS**, Président de la République d'Angola ;
 - **Monsieur l'Ambassadeur Ahmad ALLAM-MI**, Secrétaire Général de la CEEAC ;
 - **Monsieur Abdoulaye BATHILY**, Représentant Spécial et Chef du Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA), Représentant **Monsieur Ban KI-MOON**, Secrétaire Général des Nations Unies ;
 - **Général Jean-Marie Michel MOKOKO**, Représentant Spécial et Chef de la Mission de l'Union Africaine en RCA et en Afrique Centrale (MISAC), Représentant **Madame Nkosazana DLAMINI-ZUMA**, Présidente de la Commission de l'Union Africaine.
4. La Cérémonie solennelle d'ouverture de cette session extraordinaire, tenue au Palais des Congrès de Yaoundé, a été ponctuée par le mot de bienvenue de Monsieur le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé, l'allocution de circonstance du Secrétaire Général de la CEEAC, le message de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine lu par son Représentant Spécial, Chef de la MISAC, le message du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies lu par son Représentant Spécial, Chef de l'UNOCA, le discours du Président de la République du Cameroun et le discours d'ouverture du Président de la République du Tchad, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC et Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat du COPAX.
 5. Les différents orateurs ont à l'unanimité relevé la gravité de la menace que constitue le groupe terroriste Boko Haram sur la stabilité du Cameroun et du Tchad, ainsi que sur celle de l'ensemble de la sous-région d'Afrique Centrale et se sont réjouis de la tenue de cette session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat du COPAX.
 6. Ils ont fermement condamné les attaques répétées et injustifiables du groupe terroriste Boko Haram contre le Cameroun et le Tchad, ainsi que les exactions perpétrées contre les populations civiles. Ils ont déploré les nombreuses pertes en vies humaines, les pillages en bande, les destructions des biens ainsi que la dégradation de la situation humanitaire.

AAO 2

7. Après la cérémonie d'ouverture, les Chefs d'Etat et de Délégation des Etats membres de la CEEAC se sont réunis à huis-clos pour définir la stratégie sous-régionale de soutien au Cameroun et au Tchad dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram.
8. Au cours de la séance à huis-clos, les Chefs d'Etat et de Délégation ont été édifiés par les interventions de leurs Excellences Messieurs Paul BIYA et IDRIS DEBI ITNO sur la menace Boko Haram et les moyens mis en œuvre pour lutter contre ce groupe terroriste.
9. Les deux orateurs ont insisté sur la gravité de la situation, le groupe terroriste Boko Haram ayant pris une sérieuse envergure, tant au niveau de la quantité des troupes qu'au niveau de la qualité des équipements militaires. Ils ont souligné les graves conséquences socio-culturelles, économiques et humanitaires de l'agression du groupe terroriste Boko Haram.
10. Les deux Chefs d'Etat ont déclaré que leurs Etats sont en guerre et mobilisent plus de six mille hommes chacun pour lutter contre le groupe terroriste Boko Haram. Ils ont conclu leur propos en demandant à leurs pairs de se mobiliser pour les aider à éradiquer le groupe terroriste Boko Haram qui, s'il n'est pas neutralisé, pourrait déstabiliser toute la sous-région.
11. Après les interventions des deux Chefs d'Etat, le Président du Conseil des Ministres du COPAX, le Ministre des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine de la République du Tchad, Son Excellence Monsieur Moussa FAKI MAHAMAT, a présenté le rapport de la session extraordinaire du Conseil tenue le 14 février 2015.
12. Les Chefs d'Etat et de Délégation ont pris acte des différentes interventions et ont procédé à une analyse approfondie de la question.
13. De cette analyse, il est ressorti que le groupe terroriste Boko Haram n'est pas seulement une menace pour le Cameroun et le Tchad, mais aussi pour l'ensemble de la sous-région d'Afrique centrale.
14. Pour combattre le groupe terroriste Boko Haram, les Chefs d'Etat du COPAX ont convenu de la nécessité de conjuguer leurs efforts pour apporter une réponse commune et coordonnée.
15. Les Chefs d'Etat ont réaffirmé leur ferme volonté de soutenir le Cameroun et le Tchad, dans le cadre des mécanismes prévus par le Protocole relatif au COPAX et le Pacte d'Assistance Mutuelle entre les Etats membres de la CEEAC, par une aide d'urgence en ressources financières d'un montant de 50 (cinquante) milliards de Francs CFA, en troupes, en soutien de l'homme, en soutien génie, en soutien santé, en équipements militaires divers et en appui aérien.
16. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont également décidé de créer un Fonds de soutien multidimensionnel dans les domaines de la logistique, de l'assistance humanitaire, de la communication et des actions politico-diplomatiques. Ils ont instruit le Secrétaire général de la CEEAC d'élaborer, dans les meilleurs délais, un plan d'actions dans ces différents domaines à soumettre aux instances du COPAX pour son adoption et sa mise en œuvre.



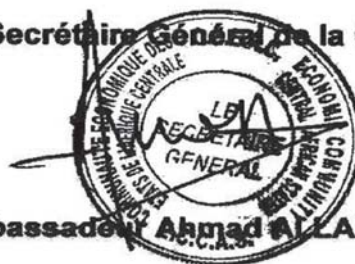
3

17. Les Chefs d'Etat ont par ailleurs décidé de renforcer la surveillance de leurs territoires respectifs et de mener des actions de sensibilisation et de communication au profit de leurs populations pour réduire les risques d'infiltration des membres de Boko Haram à l'intérieur des frontières de leur sous-région et couper leurs réseaux de ravitaillement.
18. A l'image de la stratégie interrégionale de lutte contre la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont manifesté leur volonté de développer une coopération active avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) afin d'éliminer le groupe terroriste Boko Haram.
19. A cet effet, les Chefs d'Etat ont donné mandat aux Chefs d'Etat de la République de Guinée Equatoriale et de la République du Congo de se rapprocher du Président en Exercice de la CEDEAO en vue d'explorer les possibilités de la tenue d'un sommet bipartite entre la CEEAC et la CEDEAO pour adopter une stratégie commune de lutte contre Boko Haram.
20. Convaincus du rôle crucial que devrait jouer la République Fédérale du Nigéria dans la lutte contre Boko Haram, les Chefs d'Etat ont décidé de mener des actions politico-diplomatiques en sa direction en vue d'accroître la coopération entre ce pays et les deux Etats membres de la CEEAC avec lesquels il partage des frontières. Ils ont chargé les Chefs d'Etat de Guinée Equatoriale et du Congo de se rapprocher du Président de la République Fédérale du Nigéria à cet effet.
21. Les Chefs d'Etat ont, en outre, adopté la Déclaration de Yaoundé du 16 février 2015 sur la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram. Cette déclaration consacre, sans équivoque, leurs engagements en matière de lutte contre le groupe terroriste Boko Haram.
22. Les Chefs d'Etat ont remercié l'Union Africaine pour l'autorisation du déploiement de la Force Multinationale Mixte (FMM) et lui ont demandé d'accélérer le processus de son autorisation par le Conseil de Sécurité des Nations Unies.
23. Les Chefs d'Etat ont félicité le Secrétariat Général de la CEEAC pour toutes les initiatives prises en vue de la mobilisation de la Communauté face au défi sécuritaire que constitue le groupe terroriste Boko Haram pour la sous-région.
24. Enfin, les Chefs d'Etat ont adressé leurs sincères remerciements à Son Excellence Monsieur **Paul BIYA**, Président de la République du Cameroun, au Gouvernement et au Peuple camerounais tout entier pour l'accueil, l'hospitalité et toutes les marques d'attention dont ils ont été l'objet durant leur séjour.

Fait à Yaoundé, le 16 février 2015

Le Secrétaire Général de la CEEAC

Ambassadeur **Ahmad ALLAM-MI**



Bon à savoir

Le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale a vu le jour à l'issue de la Conférence au Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement d'Afrique Centrale du 25 février 1999 à Yaoundé.

ECONOMIC COMMUNITY OF CENTRAL AFRICAN STATES

(E.C.C.A.S.)

COMUNIDAD ECONOMICA DE LOS ESTADOS DEL AFRICA CENTRAL

(C.E.E.A.C.)

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

(C.E.E.A.C.)

COMUNIDADE ECONOMICA DOS ESTADOS DA AFRICA CENTRAL

(C.E.E.A.C.)



L'ACTE CONSTITUTIF DU COPAX

La conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays d'Afrique centrale,

Préoccupée par la multiplication et l'intensification des conflits dans la sous-région ;

Réaffirmant son attachement à la paix et à la sécurité, gage de stabilité et de prospérité ;

Rappelant le pacte de non-agression signé à Yaoundé le 8 juillet 1996 ;

Ayant à l'esprit la nécessité pour tous les Etats de la sous-région d'Afrique centrale de signer et de ratifier ce pacte de non-agression pour créer les conditions de la confiance et de la coexistence pacifique ;

Ayant également à l'esprit les décisions et tous les engagements pris dans le cadre du comité consultatif permanent des Nations unies sur les questions de sécurité en Afrique centrale ;

Réaffirmant leur attachement au principe de règlement pacifique des différends consacré par les Chartes des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine ;

Soucieuse de renforcer davantage les liens fraternels de coopération entre les Etats de l'Afrique centrale face aux situations de crise et aux risques d'instabilité,

DECIDE

Article premier : Il est créé un mécanisme de promotion, de maintien et de consolidation de la paix et de la sécurité en Afrique centrale dénommé "Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale" (COPAX).

Art. 2 : Le COPAX a pour but la prévention, la gestion et le règlement des conflits en Afrique centrale, ainsi que les actions de promotion, de maintien et de consolidation de la paix et de la sécurité dans la sous-région.

Art. 3 : Les ministres des Affaires étrangères / Relations extérieures, de la Défense / Forces armées se réuniront à Yaoundé dans les plus brefs délais afin d'élaborer et de proposer aux chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique centrale lors du sommet de la CEEAC prévu en Guinée équatoriale au mois d'avril 1999, les projets de textes organiques du mécanisme visé à l'article 1. Cette réunion ministérielle sera convoquée par le Cameroun.

Fait à Yaoundé, le 25 février 1999
Par les chefs d'Etat et de gouvernement ou leurs représentants ci-après :

Pour la République d'Angola

Pour la République Démocratique du Congo

S.E.M. Jean-Charles OKOTO
Ministre des Affaires Etrangères

Pour la République du Burundi

Pour la République Gabonaise

S.E.M. Pierre BUYOYA
Président de la République

S.E.M. DIDJOB DIVUNGI DI NDINGE
Vice-Président de la République

Pour la République du Cameroun

Pour la République de Guinée Equatoriale

S.E.M. Paul BIYA
Président de la République

S.E.M. Angel-Séraphin SERICHE DOUGAN
Premier Ministre

Pour la République du Rwanda

Pour la République Centrafricaine

Pour la République de Sao Tomé et Principe

S.E.M. Ange-Félix PATASSE
Président de la République

S.E.M. MIGUEL TROVADA
Président de la République

Pour la République du Congo

Pour la République du Tchad

S.E.M. Denis SASSOU NGUESSO
Président de la République

S.E.M. Idriss DEBY
Président de la République

Impressions d'après-sommet

S.E. Idriss DEBY ITNO,

Président du Tchad, Président en exercice de la CEEAC



« Les résultats auxquels nous sommes parvenus sont très bons. C'est aussi un message fort envoyé non seulement en direction de ces illuminés mais aussi en direction des autres régions de l'Afrique. Dans ce genre de situation, il faut se convaincre qu'aucun pays ne peut s'en sortir par ses propres moyens. C'est comme un cancer. Il attaque aujourd'hui tous les pays alors qu'il y a peu, on croyait qu'il était circonscrit au Nigeria. Il attaque le Cameroun, le Niger et maintenant le Tchad. Il faut donc très rapidement contenir ce mal comme nous l'avons décidé, par un engagement ferme de tous les Chefs d'Etat des pays de la sous-région de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique

Centrale (CEEAC). Nous avons pris la résolution de fournir une assistance forte aux pays qui sont les têtes de pont notamment le Tchad et le Cameroun qui font face sur le terrain à la nébuleuse Boko Haram. Ceci constitue donc un résultat appréciable. C'est même une première. Une preuve que la CEEAC sur laquelle reposent beaucoup de regards notamment en termes de résultats attendus. Les résultats sont donc à la hauteur du défi qui nous attend. Je profite de cette occasion pour féliciter tous mes pairs non seulement pour leur participation, leur engagement personnel au nom de leurs Etats ainsi qu'au nom de leurs populations. Pour le déplacement qu'ils ont effectué pour venir partager

avec le Cameroun et le Tchad le fardeau que nous avons en commun. Je voudrais bien profiter de l'occasion aussi pour rendre un hommage mérité au Forces de Défense camerounaises qui ont tenu pendant neuf mois, seules face à cette nébuleuse. Grâce à ces Forces de Défense, aucun centimètre du territoire camerounais n'est sous le contrôle de Boko Haram. Ils ont payé un lourd tribut et Dieu merci les frontières du Cameroun restent intactes. Maintenant rien n'est encore terminé, le combat sera encore long. Il faut s'inscrire dans la durée pour parvenir à maîtriser ces criminels. Je tiens aussi à remercier mon frère, le Président BIYA, pour tous les efforts consentis pour nous accueillir. »

- S.E. Ali BONGO ONDIMBA,
Président du Gabon



« Il était important pour nous autres de la sous-région de venir témoigner notre soutien à nos frères et sœurs du Cameroun. Aujourd'hui, la situation est très sérieuse et nous avons le sentiment que nous sommes attaqués. Avec deux pays de la sous-région impliqués avec un adversaire redoutable, déterminé. Nous avons-nous-mêmes le sentiment que nous sommes attaqués. Il est donc important que nous puissions réagir. C'est

donc la raison pour laquelle nous devons impérativement nous retrouver aujourd'hui autour du Président BIYA, non seulement pour lui témoigner, à lui ainsi qu'à tout le peuple camerounais, notre soutien et pour lui dire aussi qu'il n'est pas seul. Nous avons le devoir d'être ensemble, car il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui c'est le Cameroun et le Tchad qui sont aux premières loges et demain ça peut être d'autres pays. Et de-

vant la détermination des adversaires, nous devons montrer que nous sommes encore plus déterminés. Nos peuples ont besoin de paix et de développement, c'est donc ensemble que nous allons faire en sorte de retrouver la paix. Il est aussi bon que nous nous retrouvions entre nous pour faire le point avant d'aller à la rencontre de nos frères de la CEDEAO pour voir comment est-ce que les actions doivent être coordonnées. »

Un sommet au succès retentissant



La session extraordinaire du Conseil de Paix et de Sécurité (COPAX) de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), sur la guerre contre Boko Haram du 16 février 2015 à Yaoundé s'est achevée sur une note de satisfaction générale.

Le succès du COPAX 2015 est être lié à la fois à son organisation, à la forte participation enregistrées, aux messages, et les décisions enregistrées qui ont suscité une l'attention soutenue de l'opinion publique nationale et internationale.

Au plan diplomatique, la participation des pays membres est sans conteste l'une des grandes satisfactions de ces assises.

Sur les dix délégations présentes à Yaoundé, six étaient conduites par les Chefs d'Etat. C'est le cas du Cameroun, hôte du sommet, de la RCA, de la République du Congo, de la Guinée Equatoriale et du Gabon. Sao Tomé et Principe était représenté par son Premier Ministre, tandis que les délégations du Burundi, d'Angola et de la République Démocratique du Congo étaient conduites par leurs Ministres des Affaires Etrangères.

Le représentant du Secrétaire Général des Nations Unies et celui de la présidente de la Commission de l'Union Africaine ont également pris part aux travaux de Yaoundé.

Sont aussi à mettre l'actif de cette réussite, le ton et la pertinence des diverses interventions à la cérémonie d'ouverture. Dans l'ensemble, les propos des orateurs ont été sans équivoque. Aucun compromis n'a été fait à Boko Haram. Le Président Paul BIYA est allé droit au but : « *Il nous faut donc mettre un terme aux actions et agissements des mouvements terroristes. Il nous faut éradiquer Boko*

Haram. De la sorte, nous pourrions rassurer nos populations et mieux nous consacrer au seul combat qui vaille: la lutte contre la pauvreté et pour la dignité de l'homme africain », a-t-il martelé devant l'assistance.

En dehors des prises de parole, les participants ont apprécié à leurs justes valeurs les engagements pertinents pris et des résolutions adoptées à l'unanimité au sortir du huis clos des Chefs d'Etats.

Au rang des résolutions l'on peut retenir que les membres du COPAX ont convenu de la nécessité de conjuguer leurs efforts pour apporter une repose commune et coordonnée au combat contre la secte Boko Haram. Tout en réaffirmant leur ferme volonté à soutenir le Cameroun et le Tchad conformément au Protocole du COPAX, et au pacte d'Assistance Mutuelle des pays membres de la CEEAC. Une d'aide d'urgence de 50 milliards FCFA sera accordée aux deux pays. Cet appui va également porter sur un soutien varié en hommes et en équipements militaires divers.

Les dirigeants de la région ont également chargé le Secrétariat de la CEEAC de préparer un plan d'action concret et prendre des mesures de contrôle qui permettront de limiter l'infiltration des membres du groupe terroriste.

Ces différents engagements matérialisent ainsi l'opérationnalisation des actions de sécurisation collective à l'échelle régionale, une grande première en Afrique centrale, telle que prévue dans l'acte constitutif du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX) à Yaoundé, le 25 février 1999. Des mesures qui consacrent l'arrimage de la CEEAC aux autres organisations régionales africaines d'Afrique de l'ouest, d'Afrique de l'est et d'Afrique du sud.

Pour la première fois également, l'architecture de paix de la CEEAC, comprenant des instruments de sécurité collective tels que le Pacte de non-agression de Juillet 1996 et le Pacte sur l'assistance mutuelle de Février 2000 est ainsi mis en branle au plus haut niveau.

A titre de rappel, les assises de Yaoundé sur Boko Haram ont donc donné l'occasion de réactiver le processus de prise de décision au sein du mécanisme du COPAX. Le ton a été donné par la condamnation de l'attaque sur le Cameroun par le Secrétariat de la CEEAC, le 15 Janvier 2015, suivi de l'audience accordée à son Secrétaire Général par le Président BIYA à Yaoundé, le 21 Janvier 2015, ainsi que la réunion des Chefs d'Etat de l'Afrique Centrale à Addis-Abeba, le 31 Janvier 2015, en marge du Sommet de l'UA.

Il convient également de signaler que la rencontre du 16 février 2015 à Yaoundé a été précédée par deux réunions préparatoires. Celle de la Commission de Défense et de Sécurité (CDS) des 11 et 12 Février 2015, au niveau des experts, et par la réunion du Conseil des ministres du COPAX du 14 Février 2015.

Le COPAX voit ainsi se concrétiser le mécanisme vivant, de paix et de sécurité pour la région conformément à la vision du Président Paul Biya sur la sécurité collective. Neuf mois après avoir publiquement déclaré la guerre contre ce Boko Haram à Paris le 17 mai 2014, puis appelé à une riposte globale contre cet ennemi commun, le Chef de l'Etat camerounais peut se satisfaire d'avoir été entendu par l'ensemble des 10 Etats de la CEEAC qui ont opté pour une synergie d'action dans la guerre contre cette organisation terroriste

The Summit, a Resounding Success



The Extraordinary Conference of the Peace and Security Council (COPAX) of the Economic Community for Central African States (ECCAS) on the war against Boko Haram that took place in Yaounde on 16 February 2015 was by all standards a resounding success of Cameroon's diplomacy and legendary hospitality as well as the region's integration and collective security initiatives.

Diplomatic Success

The success of the Yaounde Conference on Boko Haram could be attributed to the quality of its organization, participation, messages, decisions and the attention it generated in the national and international public opinion.

The conference organisation was splendid. Whether at the Nsimalen Airport, the Hotels, the Conference Centre or the Unity Palace, the arrivals and departures of the various delegations was done with solemnity and the details required by protocol. The lavish display of official presidential portraits, the bunting in the national colours of the 10 ECCAS Member States, the banners in the official languages of the organization and the mobilization of hundreds of dance groups along the roads to receive the august visitors told the story of Cameroon's legendary hospitality. The organizational success was also manifested in the conduct of business. In one day, the participants were able to discuss and adopt the historic documents on the war against Boko Haram, thanks to an efficient and professional Conference Secretariat.

The diplomatic success of the Conference was also manifested in the level of participation. Six of the 10 delegations were led by Heads of State (Cameroon, CAR, Chad, Congo Republic, Equatorial Guinea, and Gabon), one by a Prime Minister (Sao Tome and Principe), and three by ministers (Angola, Burundi and Congo DR). Then was the participation of the AU and the UN at the opening session which was fully attended by over 100 members of the diplomatic corps and over 600 senior government officials and representatives of humanitarian organizations, the civil society and the media.

The Yaounde Conference's success could also be measured by its firm, strong, and clear messages to the Boko Haram terrorist group, the soldiers on the war front, and the international

community. The three main ECCAS speakers, Ambassador Ahmad ALLAMI of the ECCAS General Secretariat, host President Paul BIYA and current Chairperson Idris DEBY ITNO were unequivocal: no compromise with Boko Haram, which had to be eradicated to enable the region concentrate on its socio-economic development. The war is not against Islam or a civilization. The conference also sent messages of encouragement and comfort to soldiers on the war front and above all, a minute of silence for the fallen soldiers and messages of sympathy to their families. Finally, the summit also sent clear messages of solidarity to Nigeria and the frontline states as well as appeals for assistance and cooperation from the international community.

The Yaounde Conference on Boko Haram has also been hailed for its concrete decisions engrained in its Declaration and Final Communiqué, which among other things, include the creation of an Emergency Fund of 50 billion CFA and a multi-purpose support fund for the political and humanitarian operations. The leaders of the region also instructed the ECCAS Secretariat to prepare a concrete Plan of Action and undertake border control and communication measures that will limit infiltration by members of the terrorist group.

Finally, the Conference generated considerable attention in the national and international public opinion as evidenced in the press statements from international organizations like the AU, the IOF, the UN and heads of diplomatic missions congratulating its organizers. More importantly, the conference received a wide and positive media coverage, which was even acknowledged by the ECCAS Chairperson, President Idris DEBY thanks to the accreditation of over 50 foreign journalists and 100 national reporters.

Regional Integration and Collective Security

The Yaounde summit on Boko Haram was of historic significance in the evolution of ECCAS as a regional economic community with distinct peace and security mechanisms. It was the first time the Peace and Security Council for Central Africa was sitting at summit level since its proposal by Cameroon in 1999. It was also the first time the ECCAS Peace architecture comprising collective security instruments like Non-Aggression Pact of July 1996 and the Pact on Mutual Assistance of February 2000 was being tested at the highest level.

The Yaounde Conference on Boko Haram therefore provided an opportunity to assess the functioning of the decision-making process within the COPAX Mechanism, which started with the condemnation of the attack on Cameroon by the ECCAS Secretariat on 15 January 2015, the meeting between President BIYA and the Secretary-General of ECCAS on 21 January 2015, and the meeting of ECCAS Heads of State in Addis Ababa on 31 January 2015 at the margins of the AU Summit.

The COPAX Process itself started with the meeting on 11-12 February 2015 of its Defense and Security Commission (DSC) at expert level and of the COPAX Council of Ministers of 14 February 2015 before culminating in the Conference of Heads of State of 16 February 2016.

The Yaounde Conference therefore marked a turning point in the history of collective security in Africa as the ECCAS joined other regional communities like the ECOWAS, IGAD and SADC in operationalising region-wide collective security actions.

Tribute to a Vision

The Yaounde Conference on Boko Haram was finally a forum to reiterate

President Paul BIYA's vision of collective security. The Conference witnessed the maturity of his vision in creating the COPAX 16 years ago, which today has become a living peace and security mechanism for the region.

The Conference also provided an opportunity to reiterate the President's conviction of no compromise with Boko Haram as the first President to publicly declare war on the terrorist group in Paris on 17 May 2014, which he reiterated on 2 August 2014 in Yaounde. It was comforting to know that on 16 February 2014, nine months later, it was the entire ECCAS with 10 states that declared war on this organization.

The Yaounde Conference also reiterated the President BIYA's tribute to the efforts of the soldiers on the war front presented during his end of year address to the nation of 31 December 2014 and his Message to the Youth on the occasion of the celebration of 49th edition of the Youth Day on 10 February 2015.

Finally, the Conference reiterated President BIYA's vision of a global solution to conflict management, which was demonstrated in his management of the Bakassi crisis at the ICJ, and his positions on the crisis in the CAR where he was one of the first to opt for a UN-led solution. The President's vision that terrorism and Boko Haram were global threats that also needed global responses was eloquently expressed in his speech of 8 January 2015 to the Diplomatic Corps in Yaounde

The Yaounde Conference therefore reinforced President BIYA's image as a wise statesman, especially as its ultimate objective was to generate a process that will materialize into a UN Security Council resolution and build a platform for global response and support to the ECCAS process on Boko Haram.

Le sommet en images



Chaleureuses retrouvailles entre le Président Paul BIYA et le Président du Tchad, S.E. Idriss DEBY ITNO...



... et le Président du Congo, S.E. Denis SASSOU NGUESSO



... et le Président de la Guinée Equatoriale, S.E. Teodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO



... et le Président du Gabon, S.E. Ali BONGO ONDIMBA.



... et la Présidente de Transition de la RCA, S.E. Cathérine SAMBA-PANZA



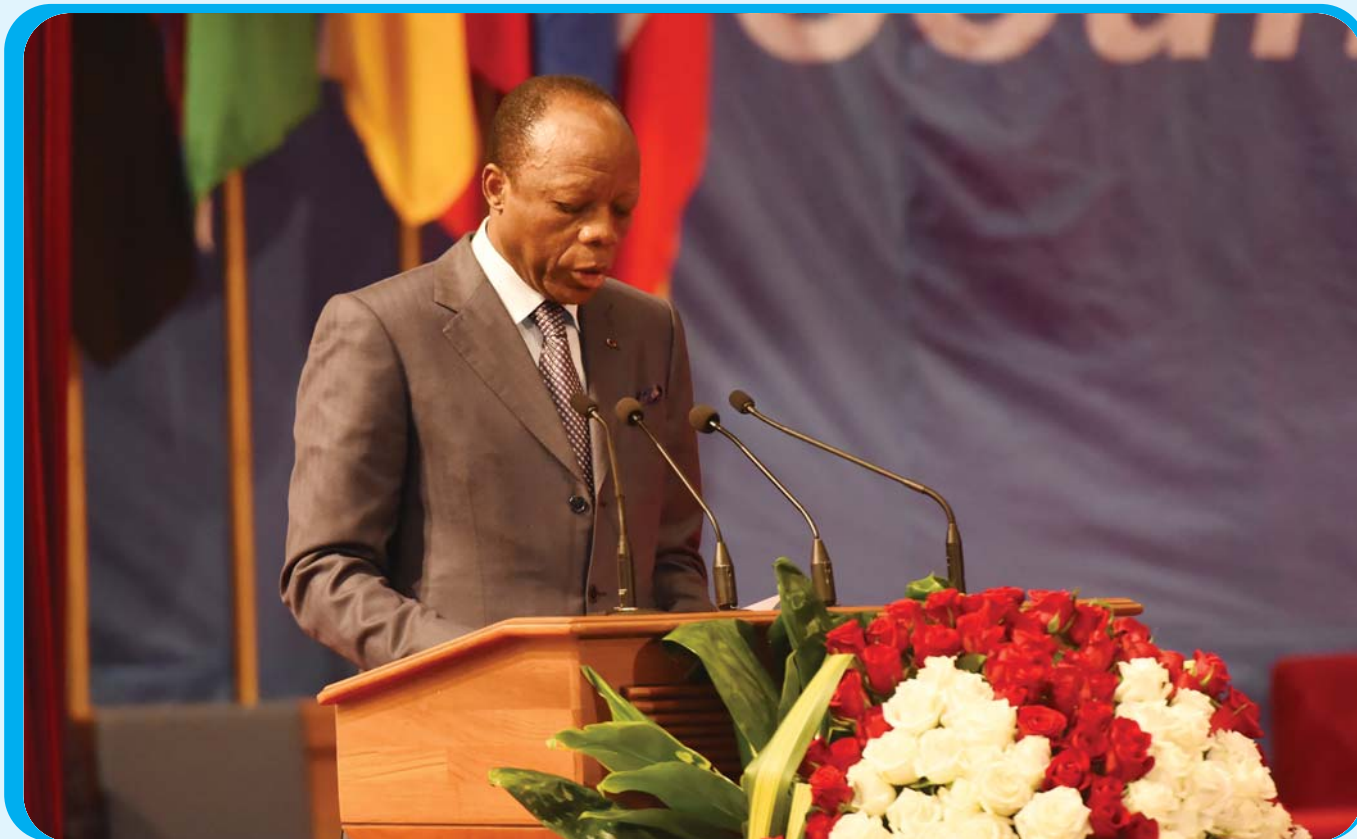
Four Heads of State surrounding President Paul BIYA to assert their commitment to support Cameroon.



Mot de bienvenu du Délégué du Gouvernement auprès de la CUY, M. Gilbert TSIMI EVOUNA



Intervention de l'Ambassadeur Ahmad ALLAM-MI, Secrétaire Général de la CEEAC.



Général Jean-Marie MOKOKO, représentant de Mme NKOSAZANA DLAMINI-ZUMA, Présidente de la Commission de l'UA



M. Abdoulaye BATHILY, représentant de M. BAN KI-MOON, Secrétaire Général de l'ONU



Heavy attendance by State dignitaries



... and the Diplomatic community in a huge wave of solidarity.



The First Lady Mrs. Chantal BIYA and CERAC Women graced the summit with their presence.



The closed door session where the big decisions were taken.



Les Hôtes du Cameroun reçus au Palais de l'Unité par le Couple Présidentiel.



La France décline la nature de sa contribution dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram



En séjour au Cameroun du 21 au 22 février 2015, le Ministre français des Affaires Etrangères et du Développement International, a été reçu en audience par le Président de la République S.E.M Paul BIYA au Palais de l'Unité. Au cours de cette entrevue, M. Laurent FABIUS a réaffirmé l'appui de son pays dans la guerre contre la secte islamiste.

C'est la quatrième visite en terre camerounaise de M. Laurent FABIUS, en deux ans. La première a eu lieu au mois de mars 2013, à la suite de l'enlèvement de la famille MOULIN-FOURNIER à Dabanga, localité située dans la Région de l'Extrême-nord,

près de la frontière avec le Nigeria. Le Ministre français des Affaires Etrangères s'est encore rendu au Cameroun, lors de la réception des ces ex- otages au Palais de l'Unité, le 19 avril 2013. M. Laurent FABIUS a encore fait le déplacement de Yaoundé dans la nuit du 31 décembre 2013 pour venir chercher le Père Vandenneusch libéré après un mois et demi de détention au Nigeria. Du 21 au 22 février 2015, M. Laurent FABIUS a encore séjourné dans notre pays, à l'occasion d'un périple qui l'a conduit tour à tour au Tchad puis au Niger, pays victimes des attaques meurtrières de la secte Boko Haram basée au Nigeria.

S'exprimant devant la presse, à la suite de l'audience que lui a accordée le Chef de l'Etat, 22 février dernier, M. Laurent FABIUS a dévoilé la teneur de ses échanges en ces termes : *« Je lui ai dit le sens de ma visite, qui est une visite de solidarité et d'amitié profonde avec le peuple camerounais, les autorités camerounaises. Et le Président a bien voulu me dire qu'il était heureux qu'en cette période difficile, la France soit aux côtés du Cameroun comme toujours. »*

Après avoir déploré que notre pays soit la cible d'attaques répétées de Boko Haram, traité de *« groupe de faux religieux et de vrais criminels »*,

« des égorgeurs », l'hôte français a salué la bravoure et le courage dont font preuve les troupes au front des combats. Aux familles et aux populations camerounaises, il a adressé ses sincères condoléances pour les nombreuses victimes enregistrées.

Evoquant la stratégie de lutte contre la secte islamiste examinée avec le Chef de l'Etat, le patron du Quai d'Orsay a clairement allégué que son pays est totalement aux côtés du Cameroun. M. Laurent Fabius a toutefois soutenu qu'il revenait aux Africains de mener la lutte sur le terrain des combats.

Le soutien de son pays, a-t-il indiqué, portera sur une solidarité au plan politique, et diplomatique. Parlant du renseignement, L. Fabius a déclaré

que la Force interafricaine sera davantage édifée sur les déplacements des troupes ennemies : « *Le renseignement n'est pas quelque chose de marginale, parce que si on veut lutter efficacement, il faut savoir quels sont les mouvements des troupes de l'ennemi* », a averti le ministre français. Avant de préciser que d'autres actions relatives à la formation et à l'approvisionnement en équipements pourront intervenir plus tard. Enfin, le Ministre français des Affaires Etrangères a promis que son pays envisage d'user de son statut de membre permanent du Conseil de Sécurité, pour porter auprès des Nations Unies, le projet d'une force interafricaine de 8700 hommes, approuvée lors du dernier Sommet de l'Union Africaine à Addis-Abeba, en Ethiopie.

S'agissant de la coopération économique bilatérale, la France a-t-il souligné est aux côtés du Cameroun pour développer les investissements : « *il a été décidé de convertir un certain nombre de dette en investissements* », à travers le mécanisme du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D). Pour appuyer cette action, des entreprises françaises sont annoncées au Cameroun pour travailler avec l'entrepreneuriat local. Par ailleurs d'importantes ressources financières seront mises à la disposition de notre pays dans le cadre de l'aide humanitaire.



Déclaration de Laurent FABIUS devant la presse

Au sortir de l'audience que lui a accordée le Chef de l'Etat au Palais de l'Unité, le Ministre français des Affaires Etrangères et du Développement International a rencontré la presse pour faire le point de la coopération entre Yaoundé et Paris dans la cadre de la lutte contre Boko Haram.



Sur l'objet de sa visite au Cameroun

Laurent Fabius a ouvert son propos par la présentation de l'objet de son séjour au Cameroun : « J'achève le premier jour de ma visite au Cameroun. J'ai décidé de consacrer deux journées de ma visite au Cameroun, au Tchad et au Niger. Parce que ce sont les pays amis qui sont sous la menace de Boko Haram. J'ai coutume de dire de Boko Haram que ce sont de faux religieux et de vrais criminels. C'est une secte extrêmement dangereuse qu'il faut combattre. La France est l'amie du Cameroun. Il est donc légitime que nous soyons là, pour dire notre

soutien, notre solidarité et j'ai dit au Président BIYA que nous voulons saluer le courage des Camerounais. Vous avez subi des pertes aussi bien sur la plan militaire que civil et j'ai présenté au nom du Président français les condoléances au Président du Cameroun. »

Sur la manifestation de la solidarité française vis-à-vis du Cameroun

Elle se manifeste, selon le ministre français des Affaires Etrangères sous plusieurs formes : « Il s'agit de notre solidarité sur tous les plans : politique parce que le choix que vous avez fait de combattre Boko Haram est un choix

légitime. Cette solidarité se manifeste également sur le plan international puisque nous apporterons des éléments de formation pour les troupes qui sont engagées. » Une solidarité qui se manifeste également sur le plan diplomatique : « il a été décidé par les Africains de constituer un force de 8700 hommes qui a été approuvée par l'Union Africaine et il faut que les Nations Unies à leur tour approuvent cette Force. » Dans ce cadre, « nous qui sommes membre permanent du Conseil de Sécurité, nous allons travailler avec nos amis tchadiens, camerounais, nigériens et nigériens pour faire approuver cette force. Ce qui aura pour effet de lui donner une

grande légitimité internationale et aussi alléger le fardeau financier », a souligné le ministre français des Affaires Etrangères. Dans ce sens, Laurent Fabius souhaite qu'il y ait une conférence des donateurs pour venir en aide aux pays touchés par les exactions de la secte islamiste. Sur le plan économique, et en ce qui concerne le Cameroun, « il a été décidé de convertir un certain nombre de dettes en investissements »

Sur les délais nécessaires pour une résolution de l'ONU

« Il faut que l'on présente le concept, la génération force pour que les Nations Unies vérifient que ce concept, cette génération force correspond bien et donne un rapport. Nous pensons que c'est au mois d'avril que le conseil de sécurité peut se pencher sur cette résolution. Mais auparavant, il y a un travail préparatoire à faire », a indiqué M. Fabius qui a souligné que la France se

fera également le devoir de sensibiliser les autres membres du Conseil de Sécurité, qu'ils soient permanents ou non.

Sur l'armement de Boko Haram

« J'ai eu plusieurs rapports selon lesquels les armes, du moins une partie des armes utilisées par Boko Haram avait été prélevée sur l'armée nigériane. Ce qui est extrêmement dangereux, puisque cette armée dispose de matériels puissants. Et dans une telle ou telle circonstance, Boko Haram peut se saisir de ces matériels et les retourner à la fois contre l'armée nigériane, contre le Tchad, le Cameroun, le Niger, c'est extrêmement dangereux » a regretté Laurent Fabius.

Sur la nécessité du partage d'informations

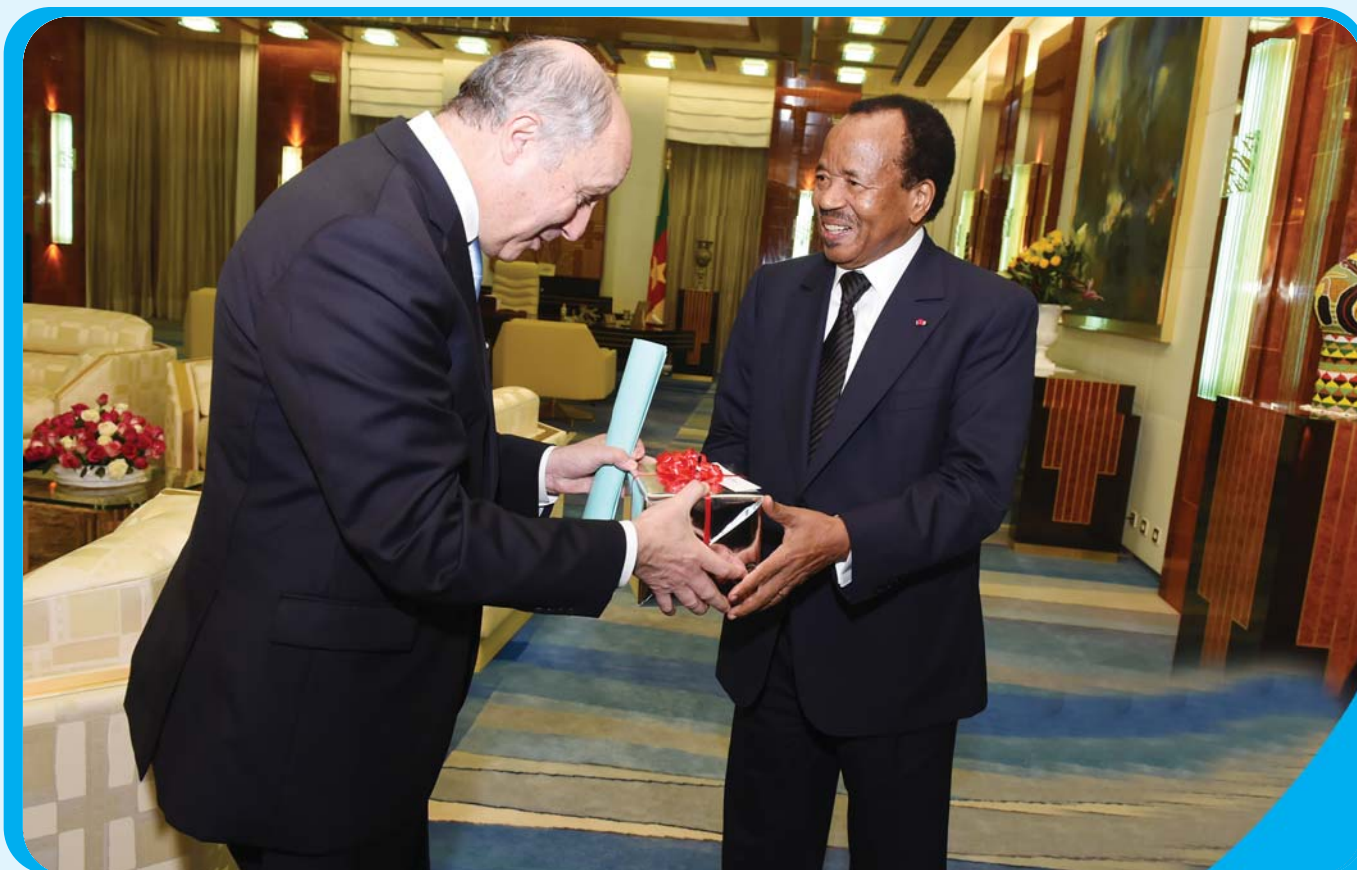
« J'étais à N'djamena où il existe une petite cellule où sont représentés à

la fois le Cameroun, le Tchad, le Niger, la France, les Américains, où doit être représenté le Nigeria et qui coordonne les renseignements qui sont collectés sur Boko Haram. Le Cameroun a un officier qui est dans cette cellule de coordination. Tous les renseignements qui vont y être glanés au Tchad, au Niger, ici au Cameroun par les uns et les autres seront centralisés dans cette cellule. » Pour sa part, la France prend des mesures pour que cette cellule soit efficace. Pour qu'elle le soit, il faut que nous mettions à disposition tous les moyens, qu'ils soient satellitaires ou par avion...il y avait quelques améliorations à opérer et ma tournée ici va permettre d'effectuer ces améliorations qui sont nécessaires parce que si vous voulez lutter contre Boko Haram, il faut pouvoir avoir le maximum d'informations sur ce qui se passe sur le terrain, a conclu Laurent Fabius.





Echange de cadeaux... en signe d'amitié



LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Paris, le 10 février 2015

Monsieur le Président, *cher Paul Biya*

C'est avec la plus grande tristesse que j'ai appris la mort de plusieurs soldats camerounais et le massacre épouvantable de populations civiles par les terroristes de Boko Haram, dans l'extrême-nord du Cameroun, à Fotokol en particulier.

Ces pertes illustrent à nouveau l'engagement total et courageux des forces armées et du peuple camerounais face à la terreur et à la barbarie. Je veux saluer à cette occasion votre engagement, plein et entier, dans la lutte contre le terrorisme, en étroite coopération avec les autres Etats riverains du lac Tchad, épaulés par l'Union africaine et l'ensemble de la communauté internationale.

Je tiens, en mon nom propre et au nom de la France, à vous présenter ainsi qu'aux familles des disparus, mes plus profondes et sincères condoléances. J'adresse également mes vœux les plus chaleureux de rétablissement aux personnes blessées.

Consciente des sacrifices consentis par votre pays, la France se tient et demeurera aux côtés du Cameroun. Nous prolongerons nos efforts pour que se poursuive la mise en œuvre d'une réponse robuste et concertée aux agissements criminels des terroristes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Bien à vous



François HOLLANDE

**Son Excellence
Monsieur Paul BIYA
Président de la République du Cameroun
YAOUNDE**



La Première Dame tout en or



Madame Chantal BIYA était l'Invitée surprise à la dixième édition de Canal 2'Or. Une cérémonie riche en sons et en couleurs qui récompense depuis une décennie, les meilleures œuvres artistiques du Cameroun et d'ailleurs. Cette manifestation de la soirée du samedi 28 février 2015 organisée à l'honneur de la culture, par la chaîne de télévision privée camerounaise Canal 2 International, a eu pour cadre la grande salle polyvalente du Palais des Congrès de Yaoundé.

La Première Dame, s'est mêlée au gratin de stars mobilisées pour cet

événement « people ». Un grand moment de détente au cours duquel Madame Chantal BIYA a gratifié l'assistance de son sourire et partagé sa bonne humeur.

Et pour son attachement au rayonnement de la culture camerounaise, le Comité d'organisation de cette grande cérémonie lui a décerné le Prix Spécial du Mécénat de la Culture.

Cette soirée a été une nouvelle occasion de saluer l'immense œuvre humanitaire de l'Épouse du Chef de l'État, sa lutte incessante pour le bien-être des opprimés et son engagement aux côtés des déshérités sur l'ensem-

ble du triangle national. Les actions de Madame Chantal BIYA, Ambassadrice de Bonne Volonté de l'UNESCO sont nombreuses et multiformes. Les bras séculiers sont le Cercle des Amis du Cameroun (CERAC), la Fondation Chantal BIYA (FCB), Les Synergies Africaines, les écoles « Les Champions » ; le Centre de Référence Chantal BIYA pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/Sida (CIRCB)...

C'est toute cette dévotion pour l'humanitaire qui vient à nouveau d'être reconnue et honorée par le Comité d'organisation des « Canal 2' Or ».



Le prix spécial du mécénat présenté au public.



Félicitations Madame la Présidente !



La prestigieuse Lauréate entourée de la présidente du comité d'organisation, Mme Colette CHATUE et de Mme Marcie NIAT.



La détente était au rendez-vous.

Lutte contre le terrorisme : la Méthode BIYA

17 mai 2014. Paris accueille le sommet historique consacré à la sécurité au Nigeria. Bien imprégné des enjeux locaux et des réalités sous-régionales, le Président Paul Biya fait entendre sa voix. Il assume publiquement sa vision face à une menace sécuritaire régionale, voire continentale. Une menace transnationale et asymétrique. Point besoin de s'attarder sur une certaine approche de complot ethnique ou de déviations religieuses. Aux yeux du Chef de l'Etat, Boko Haram cessait d'être un problème nigérian. Le Président BIYA saisit alors ce moment solennel pour déclarer la guerre à ce mouvement terroriste. Et depuis lors, il n'a cessé d'exprimer sa préoccupation face à l'aggravation de la menace de cette nébuleuse internationale d'origine djihadiste, à l'idéologie obscurantiste. Conscient de ce danger pour le Cameroun et l'ensemble de la sous-région, le Président Biya n'est pas resté inactif.

8 janvier 2015. Répondant aux vœux du Corps diplomatique accrédité à Yaoundé, le Chef de l'Etat élève la voix. De cette posture tribunitienne, il appelle à une mobilisation internationale face aux attaques récurrentes contre notre territoire et les exactions contre les populations civiles commises par le groupe terroriste Boko Haram. Son plaidoyer retentit : « *A menace globale, riposte globale* ». Cet appel solennel à mutualiser les efforts pour vaincre le terrorisme clôturait manifestement la phase de discours et de sensibilisation de l'opinion publique internationale pour s'ouvrir sur le retour de l'investissement diplomatique.

16 février 2015. Yaoundé abrite la session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement

du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX) consacrée à la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram. Ces assises sont couronnées d'un succès éclatant. D'abord, au niveau de la participation : tous les dirigeants des Etats membres de la CEMAC, plus les représentants de l'Angola, du Burundi, de la République Démocratique du Congo et de Sao Tomé et Principe, sont présents à Yaoundé. On peut, au vu de ce plein, d'une part, se féliciter de ce que l'Afrique Centrale a pris conscience du danger que représente Boko Haram et, d'autre part, y voir une expression de la solidarité sous-régionale avec un Etat affecté par le terrorisme. Ensuite au niveau des résultats : les Chefs d'Etat, au terme des échanges francs, publient un communiqué final et surtout la déclaration dite de Yaoundé. Des décisions concrètes et courageuses sont prises : création d'un fonds d'urgence de 50 milliards FCFA comme soutien à l'effort de guerre en faveur du Cameroun et du Tchad ; activation des mécanismes de la CEEAC, notamment le Pacte d'assistance mutuelle entre les Etats membres et les dispositions pertinentes du Protocole relatif au COPAX) en vue de mettre en place une stratégie sous-régionale visant à soutenir les deux pays engagés dans la guerre contre le groupe terroriste Boko Haram. La « *déclaration de Yaoundé* » relève la nécessité de renforcer la coopération avec les partenaires traditionnels pour appuyer l'action des Etats membres de la CEEAC. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement veillent à mettre en cohérence leur stratégie avec celle envisagée par l'Union africaine dans le cadre de la mise en place de la Force Multinationale Mixte (FMM) de 8700 hommes pour lutter contre Boko Haram. Pour terminer,

les Chefs d'Etat arrêtent le principe d'un sommet conjoint CEEAC-CEDEAO consacré à la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram, à l'exemple de celui tenu à Yaoundé en juin 2013 sur la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée. Les mandataires de la CEEAC sont depuis lors à l'œuvre.

21 février 2015. M. Laurent FABIUS, Ministre français des Affaires Etrangères et du Développement International, est en tournée au Cameroun, au Tchad et au Niger, trois pays en proie à la menace de Boko Haram. Il rencontre le Chef de l'Etat, S.E. Paul BIYA à Yaoundé ce même jour. Au sortir de cette audience, M. FABIUS rend un « *hommage au courage du Cameroun* », dont l'armée inflige de lourdes pertes aux terroristes de Boko Haram chaque fois qu'ils osent s'attaquer à notre territoire. Tout en se félicitant des mesures de lutte prises par l'Union africaine, il promet une implication de la France dans le plaidoyer au Conseil de Sécurité de l'ONU en faveur de la mise en place de la Force Multinationale Mixte. Le Ministre français ne manquera pas d'insister sur la présence de la France aux côtés du Cameroun. Il annonce l'engagement de son pays à assurer les renseignements nécessaires pour permettre aux armées africaines de mieux contrôler les djihadistes.

En conclusion, au vu de l'attitude et de l'état d'esprit actuels de la communauté internationale, on note l'adhésion à l'approche prônée par le Président Paul BIYA, à savoir : on ne peut faire face efficacement au terrorisme en général et en particulier à celui de Boko Haram qu'en se mettant ensemble.

Les actes du Chef de l'Etat dans les principaux pôles de la politique des Grandes Réalisations

Pôle de la Gouvernance :

Décret n°2015 073 du 16 février 2015 portant révocation d'un magistrat, Monsieur CHAPEGNI Robinson.

Décret N°2015/108 du 28 février 2015 portant nomination de responsables dans l'administration centrale, les commandements territoriaux, et le Corps des Sapeurs Pompiers, au ministère de la Défense.

Décret N°2015/109 du 28 février 2015 portant nomination de responsables au ministère de la Défense, des services centraux, les commandements territoriaux et les commandants et formations spécialisées, au titre de la gendarmerie nationale.

Décret N°2015/110 du 28 février 2015 portant nomination d'un responsable au ministère de la Défense, Commandant en second du centre du renseignement militaire : Colonel NGWAH ABDOU-LAYE KENYIVÉH.

Décret N°2015/111 du 28 février 2015 portant nomination de responsables au ministère de la Défense, Commandant de la 21^{ème} brigade d'infanterie motorisée: Colonel EYENGA Séverin; Commandant de la 22^{ème} brigade d'infanterie motorisée: Colonel EYONG TAMBONG EBOT.

Décret N°2015/112 du 28 février 2015 portant nomination des res-

ponsables au ministère de la Défense, au titre de la gendarmerie nationale : Commandant de la deuxième région de gendarmerie : Colonel Louba ZAL Pierre ; Commandant de la quatrième région de gendarmerie : Colonel Mbilla Ernest

Décret N°2015/113 du 28 février 2015 portant nomination d'un officier magistrat chargé de l'action publique devant les chambres militaires des Cours d'appel, Chef de bataillon EWODO AYISSI Paul Ghislain.

N°2015/114 du 28 février 2015 portant nomination d'un officier magistrat au parquet du tribunal militaire de Maroua, Commissaire du Gouvernement : capitaine CHO-FOR Salvador Constance FRU

Décret N°2015/115 du 28 février 2015 portant nomination des magistrats de l'ordre judiciaire au siège des tribunaux militaires.

Décret N°2015/116 du 28 février 2015 portant nomination des magistrats de l'ordre judiciaire au parquet des tribunaux militaires.

Décret n°0083/CAB/PR du 28 février 2015 portant nomination de responsables dans l'administration centrale du ministère de la défense.

Arrêté N°0082/CAB/PR du 28 février 2015 portant nomination de responsables dans l'administration centrale et commandements territoriaux, au ministère de la Défense.

Pôle Industriel de Production et de Transformation

Décret N° 2015/117 du 02 mars 2015 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, à signer avec la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), un accord de prêt d'un montant de 40 000 000 000 FCFA, pour le financement partiel du programme d'appui au secteur des transports : projet d'aménagement de la route Bachtenga-Ntui-Yoko-Lena phase 1n longue de 248,6km.

Décret N°2015/119 du 04 mars, habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, à signer avec la Japan International Cooperation Agency (JICA), un accord de prêt d'un montant de 6 264 000 000 Yen Japonais, soit environ 26 milliards de francs Cfa, pour le financement partiel du projet d'aménagement de la route Batchenga-Ntui-Yoko-Lena phase 1, longue de 248,6kms.



Le sacre de l'humanitaire

Le temps des Réalisations

Une publication du Cabinet Civil de la Présidence de la République

Directeur de publication : Martin BELINGA EBOUTOU, *Directeur du Cabinet Civil*

Coordonnateur : Joseph LE, *Directeur Adjoint du Cabinet Civil, Chef de la Cellule de Communication*

Conseiller à la rédaction : Oswald BABOKE, *Conseiller Technique*

Rédacteurs en Chef : Nicolas AMAYENA, *Attaché*

BANSI Victor SUYHANG, *Attaché*

Contribution : Churchill EWUMBUE MONONO, *Conseiller Technique*; Salomon EHETH, *Chargé de Mission*;
Jean Lucien EWANGUE, *Attaché*

Secrétariat Général de la Présidence de la République : Antoine BOUSOMOG, *Conseiller Technique (Division linguistique et du bilinguisme)*; Florent Guy ELA FOE, *Attaché (Service du fichier législatif et réglementaire)*

Images: Elie NYAT SAF, Victor YENE, ANDJONGO SEME, SALIFOU CHIGHET

Appui : Jeanne d'Arc OTAM, Médard NKODO NSOULOU, Joseph Bienvenu AMOUGOU MEYONG

Infographie : Clarisse TCHIENOU

**All these instruments and decrees are available on our website: www.prc.cm
Civil Cabinet – Presidency of the Republic of Cameroon**